

le pouvoir aux travailleurs

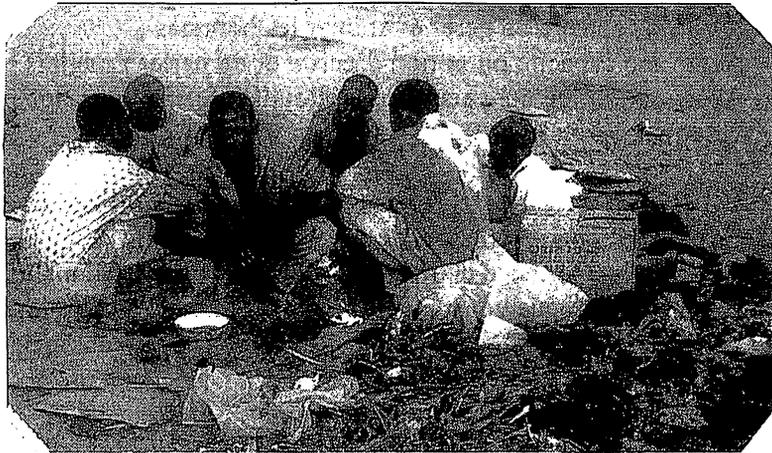
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 05 JUILLET 2005

N° 319 PRIX 0,60 Euros



CE N'EST PAS LA DETTE

DES PAYS PAUVRES QUI EST RESPONSABLE

DE LA MISERE MAIS LE CAPITALISME

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4
Prétoria II: qui va
commencer le désar-
mement ?

Page 6
Côte d'Ivoire:
- Non aux propagandes
ethnistes
- Grève des wôro wôro
à Abidjan (P. 7)

Page 8
Sénégal: un nouveau
navire pour remplacer
le "Joola" ?

Page 9
Mali: l'art et la
manière de caser ses
amis politiques

ABONNEMENT

FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CE N'EST PAS LA DETTE DES PAYS PAUVRES QUI EST RESPONSABLE DE LA MISÈRE MAIS LE CAPITALISME

A la suite de leur réunion qui s'est tenue le 11 juin dernier, les ministres des Finances des 7 pays les plus industrialisés ont annoncé qu'ils allaient annuler 40 milliards de dettes de 18 pays parmi les plus pauvres de la planète, dont 14 du continent africain. Officiellement ce sont les chefs d'Etats du G8 (Les 7 Etats les plus industrialisés plus la Russie) qui rendront cette décision lors de leur sommet du 6 au 8 juillet.

Les 14 pays africains concernés sont le Bénin, le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Ghana, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. Les quatre autres pays sont la Bolivie, la Guyane, le Honduras et le Nicaragua.

Cette annonce a été faite avec un grand tapage médiatique comme s'il s'agissait d'un énorme cadeau que les dirigeants des pays les plus industrialisés faisaient à l'égard des peuples subissant la misère. Le secrétaire américain au Trésor, relayé par les ministres de Finances anglais et français a parlé de "résultat de portée historique" tandis que pour leur homologue zambien, il ne s'agit pas moins d'un "conte de fées". Les commentateurs de la presse et des plateaux de télévision, en Afrique comme ailleurs, n'ont pas été du reste. Certains ont trouvé ce geste "révolutionnaire", d'autres, "salutaire". Un journal africain a écrit qu'il s'agissait d' "un état de grâce économique pour l'Afrique".

Ces 40 milliards de dollars de dette annulée ne représentent en réalité qu'une infime partie de la totalité des 2 550 milliards de dollars des dettes contractées par les pays les plus pauvres dont 450 milliards aux organismes internationaux tels que le FMI, la Banque Mondiale ou la Banque

Africaine de Développement (BAD), 500 milliards à d'autres Etats et surtout 1600 milliards à des banques privées. La dette annulée ne concerne que les organismes internationaux. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le FMI ou la Banque Mondiale font ces genres d'accords de renégociation ou d'allègement des dettes des pays les plus étranglés. Cela s'accompagne souvent par des mesures dites "d'ajustements structurels" imposées aux pays pauvres et qui ont comme conséquences: la diminution du nombre de fonctionnaires, le blocage des salaires dans la fonction publique, la réduction des budgets consacrés à l'éducation ou à la santé, etc. Ce qui se traduit par plus de misère, plus de mortalité dans la population. Quant aux dettes auprès des banques privées, il n'a jamais été question de les annuler, même en partie.

Les prêts accordés aux pays pauvres sont souvent présentés comme des "aides" en faveur des populations déshéritées. C'est en réalité une bonne affaire pour les prêteurs. C'est ainsi qu'un pays qui a emprunté un dollar en 1980 en a remboursé à ce jour huit et en doit encore quatre. Les prêts accordés par les Etats riches sont aussi une manière de donner de l'argent à leur propre bourgeoisie car ils sont souvent accompagnés d'une clause obligeant les pays endettés à se fournir en marchandises ou en service auprès d'un fournisseur recommandé par le pays prêteur. C'est ainsi que, par exemple, d'après Action Aid, 89 % de l'aide au développement consentie par la France retourne dans les caisses des industriels français. On se souvient des tristement célèbres "éléphants blancs", nom donné à des projets complètement farfelus ou fictifs qui consistaient par exemple à construire des complexes sucriers en Côte d'Ivoire avec une capacité de production de sucre sans rapport avec la quantité de canne à sucre plantée dans le pays. Il en est de même avec la construction de

barrages alors qu'on savait pertinemment que l'apport d'eau était insuffisant par rapport à la capacité de ces barrages. C'est de cette manière que Bédié et bien d'autres se sont enrichis en empochant des bakchich et en détournant des fonds énormes. La basilique de Yamoussoukro fait aussi partie de ces dépenses somptueuses dont il faut rembourser les dépenses. Officiellement elle a été construite avec les "fonds personnels" d'Houphouët Boigny mais personne n'ignore que ce dictateur ne faisait aucune différence entre sa fortune et les caisses de l'Etat. Tant que le café et le cacao se vendaient à un prix relativement élevé sur le marché mondial, l'étranglement de l'Etat ivoirien était moins visible et ses contrecoups sur le sort de la population moins criants. Mais depuis la crise des années 1980 les populations payent de plein fouet les conséquences du remboursement de ces dettes qui ne leur ont jamais profité.

Globalement les pays pauvres ont versé l'an dernier 395 milliards de dollars de plus que ce qu'ils en ont reçu. C'est dire que leur fameuse "aide au développement", c'est tout simplement du vol. Et ce n'est pas l'annulation de ces 40 milliards de dettes qui changera quelque chose au sort des populations déshéritées. C'est une petite aumône à côté des énormes profits que se font les grands trusts dans le pillage des richesses du Tiers monde et dans l'exploitation de la main d'oeuvre bon marché de ces pays.

Il est à la mode dans le milieu de la petite bourgeoisie, notamment africaine, de faire croire que si l'Afrique ne se développe pas, c'est à cause de ses dettes et que si les pays riches annulaient ces dettes l'argent irait à la population, pour son bien être. Bien sûr, l'annulation de ces dettes serait la moindre des choses. Mais ce qui étrangle l'Afrique comme l'ensemble

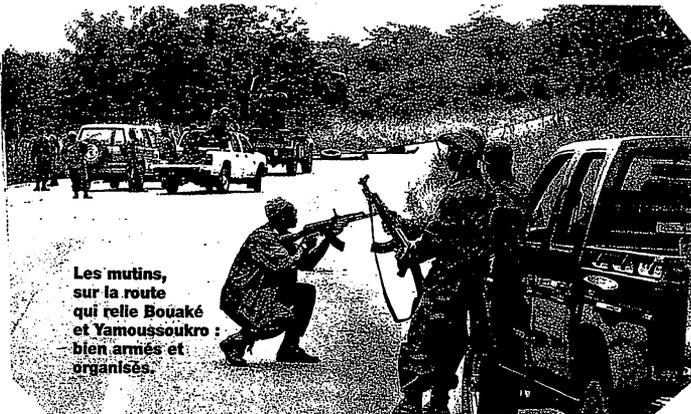
des pays pauvres, c'est le capitalisme. C'est lui qui sème la misère jusqu'y compris au coeur des métropoles impérialistes. C'est

contre ce système barbare qu'il faut se battre pour mettre fin à la misère et aux injustices sociales.

PRETORIA II

QUI VA COMMENCER LE DÉSARMEMENT ?

Bédié, Ouattara, Soro et Gbagbo ont été de nouveau réunis à Prétoria en Afrique du Sud du 28 au 29 juin dernier sous l'initiative de Tambo Mbeki, médiateur, pour tenter de trouver une issue politique à la crise ivoirienne.



Les mutins, sur la route qui relie Bouaké et Yamoussoukro : bien armés et organisés.

Des éléments des Forces nouvelles aux environs de Bouaké (juin 2002)

A la première réunion de Prétoria (Prétoria I) les principales organisations politiques et les rebelles étaient d'accord pour organiser une élection présidentielle après le désarmement de toutes les forces armées, du côté rebelle comme du côté gouvernemental.

Mais jusqu'à présent personne n'ose faire le premier pas vers ce désarmement. La position de Guillaume Soro, représentant des rebelles se résume ainsi : Vous voulez que nous désarmions ? C'est d'accord, mais commencez d'abord par désarmer vos milices et l'armée. Ce que Gbagbo ne peut admettre. Pour lui, il aurait déjà "trop fait" en signant à Prétoria I un accord

permettant à Ouattara de se présenter à l'élection présidentielle. Aux rebelles de montrer leur bonne foi, semble dire Gbagbo. Un dialogue de sourds.

En réalité, personne ne veut désarmer son propre camp, surtout en se jetant le premier à l'eau. Côté rebelles, les Soro, de fait, font la loi dans le Nord. Ils administrent la moitié de la Côte d'Ivoire, ils en tirent profit. Les dirigeants vivent dans le luxe comme à Abidjan ou à peu près. Certains participent au gouvernement. Alors pourquoi désarmer s'ils ne sont pas assurés du lendemain ?

Cette situation arrange dans un sens Gbagbo. Bien sûr il rêve d'un coup de force qui peut nettoyer les rebelles, et reprendre le contrôle de cette partie. Ainsi il pourrait régner sur toute la Côte d'Ivoire. Mais il ne peut compter sur son armée plus prompte à rançonner les petites gens qu'à faire la guerre. Il ne peut non plus compter sur la force Licorne ou de l'ONUCI. Seule consolation, tant qu'il ne se passe pas d'élection présidentielle, il reste président, même s'il ne l'est que pour une partie du pays. Et cela a aussi ses avantages, il en tire profit. Sa position semble plus enviable que celle des rebelles. Il n'est donc pas prêt à désarmer ses milices tant qu'il n'est pas obligé, ni "refondre" l'armée nationale, même faible et divisée.

Cette nouvelle réunion de Prétoria n'est que la 6ème du genre depuis Marcousis. Tous ces gens-là signent et font semblant de se

mettre d'accord mais eux-mêmes prêts à les appliquer. Alors, aucune reconnaissance qu'ils ne sont pas illusion à se faire.

CÔTE D'IVOIRE

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

L'un des points du deuxième round de la négociation de Prétoria est la question du financement des partis politiques. Comme par hasard, sur ce point il n'y a pas eu de désaccord entre les partis en conflit. Ils se sont mis d'accord comme des larrons en foire. D'ailleurs ils l'étaient depuis très longtemps sauf le RDR qui auparavant était écarté de ce financement parce que n'ayant pas d'élus au parlement comme le stipulait le premier projet. Maintenant c'est fait pour le RDR, tout au moins sur le papier. Le projet a été élargi aux "élus municipaux". A partir de la mi-juillet, ce point doit prendre effet. Ainsi, malgré les multiples problèmes que traversent le pays, ces messieurs se sont entendus pour piller les caisses de l'Etat par le biais du financement de leur parti politique. L'argent du contribuable ira une fois de plus engraisser les dirigeants politiques via leur parti.

Pendant ce temps, le pays qui souffre de plusieurs maux par manque, disent-ils, de moyens financiers s'enfonce dans la misère, dans le chaos. Les rues sont bondées de saletés ou jonchées de nids de poules, les caniveaux bouchés partout, le transport en commun quasi inexistant, les hôpitaux sont des mouiroirs etc. Alors que toutes ces structures d'Etat ont besoin d'une réhabilitation immédiate, personne n'en parle.

Côté emploi, c'est la catastrophe. Le nombre des travailleurs mis au chômage ne cesse de s'allonger avec de nouvelles entreprises comme Filtisac qui annonce des licenciements massifs.

Mais au lieu de se pencher sur le sort de la population pendant cette période de crise, ces dirigeants, toutes tendances confondues, n'ont de souci que pour leurs poches.

PROCÈS DES SOLDATS DE LICORNE

CONDAMNÉS POUR ENTORSE AUX INTÉRÊTS DU CAPITAL

Huit soldats de l'opération Licorne, la force française d'occupation en Côte d'Ivoire viennent d'être condamnés à un an de prison ferme par le tribunal de Paris pour s'être servi, l'an dernier, dans une banque à Man (nord du pays). Quatre autres ont écopé des peines de deux à quatre mois de prison. Le montant s'élevait à 220 millions de francs CFA. Déjà en 2003, des soldats s'étaient servi dans une autre banque située à Bouaké dans le Nord.

Les soldats de la force Licorne sont envoyés pour veiller sur les intérêts des capitalistes, français en particulier, qui ont investi dans ce pays. Alors, quand ceux-là mêmes qui sont censés garder ces intérêts là touchent, ne serait-ce qu'à une partie très infime, les dirigeants politiques de la bourgeoisie crient au scandale. Pour la ministre de la défense, il faut alourdir les peines infligées à ces soldats, et pour cela, elle demande que son collègue de la justice fasse appel; pour le

procureur de la république, ces soldats "ont discrédité l'action de la France sur la scène internationale".

Mais ces mêmes dirigeants politiques au service du capital ne se sont pas indignés quand des soldats avaient tiré sur des manifestants pacifiques devant l'hôtel Ivoire faisant plusieurs dizaines de morts. Au contraire ils ont cherché à couvrir ce massacre, parlant de "bavures", de "maladresse" ou même de "légitime défense" parce que les soldats français étaient menacés. On ne les a jamais vu s'indigner quand des soldats tuaient ou assassinaient des habitants par-ci, par-là.

De même la force Licorne n'est pas là pour protéger les populations

ivoiriennes. A plusieurs reprises, sous leurs yeux, les forces gouvernementales ou les milices armées au service du régime tuent, assassinent, torturent ceux que l'on appelle "dioula", "étrangers" ou "assaillants". Cette force n'a pas levé le petit doigt pour s'interposer ou empêcher ces tueries ou tortures.

Au Rwanda aussi, les militaires français étaient présents. Ils ont cependant laissé Hutus et Tutsis s'entretuer. Alors, quand les dirigeants de l'impérialisme français font semblant de s'indigner sur certains comportements de leurs troupes en Afrique, c'est pour mieux masquer les massacres de ces mêmes troupes ainsi que le pillage et l'exploitation pratiqués par leur bourgeoisie sur ce continent.

CÔTE D'IVOIRE

NON AUX PROPAGANDES ETHNISTES !



**Victimes des massacres
de Duékoué début juin 2005**

On se souvient de l'horreur de Duékoué où il y a eu des dizaines de morts causés par des conflits fonciers et ethniques. Cette fois-ci, c'est à Danguira, une sous-préfecture d'Alépé, que des populations issues d'autres régions

du pays ont été chassées. Même s'il n'y a pas de morts annoncés, leurs habitations ont été incendiées.

L'affaire a débuté lorsque des jeunes ressortissants du village de Danguira ont voulu faire un recensement de tous ceux qui n'étaient pas des natifs du village. En qualité de quoi? Il n'y a pas besoin d'être intelligent pour comprendre l'objectif visé par un tel recensement. Il était de chasser des populations des campements venant d'autres régions. Les populations concernées l'ont donc refusé. Il n'en fallait pas plus pour que ces jeunes énergumènes les chassent et brûlent leurs campements.

De plus en plus, les conflits fonciers deviennent une réelle plaie. Cette situation s'étend et fréquemment on entend parler de nouveaux foyers de tension tels qu'à Agboville et à Bouaflé.

La démagogie des politiciens réactive les tensions et chaque jour nous rapproche de la guerre inter ethnique. Voilà pourquoi il serait illusoire de croire qu'une quelconque solution à ce problème pourra venir de ces mêmes politiciens.

CÔTE D'IVOIRE

GRÈVE DES WÔRÔ-WÔRÔ A YOPOUGON

Récemment les chauffeurs de wôrô-wôrô (taxi collectif) de Yopougon ont observé une journée de grève. C'est pour s'opposer au paiement d'une taxe de 700 francs que voudrait leur imposer la mairie de cette commune. En effet, cette dernière aurait, en collaboration avec le "syndicat des transporteurs de marchandises et de voyageurs" de Kassoum Coulibaly, décidé d'instituer cette taxe unique sensée remplacer le racket qu'ils subissent sur le terrain par les hommes de main des syndicats. Une telle "taxe" irait à coup sûr dans les poches des dirigeants du syndicat-mafia et des dirigeants de la mairie. Mais ce calcul n'a pas pris en compte les petits "syndicalistes". Or, ce sont ceux-là qui rackettent sur le terrain et qui en tirent aussi leur pitance quotidienne. Accepteront-ils

cette nouvelle "taxe" qui passe sous leur nez, quand on sait qu'ils n'hésitent pas à employer la force contre les chauffeurs récalcitrants? Les chauffeurs ont réalisé qu'ils allaient être le dindon de la farce. En effet, il y a à peine un mois, sous prétexte de "lutte" contre les nombreux rackets des "forces de l'ordre", les "syndicats des transporteurs", en accord, cette fois-là, avec les hautes autorités des corps habillés, avait institué un montant unique journalier, légalisant ainsi le racket. Sauf que cela n'a pas empêché le racket policier sur le terrain. Il suffit d'en juger par la multiplication du nombre de barrages sur les routes.

Les chauffeurs ont donc compris cette nouvelle arnaque et se sont mis en grève pour refuser de se faire doublement racketter.

C'EST AUSSI ÇA LA DICTATURE !

Depuis le 24 juin dernier, les "forces de l'ordre" ont emprisonné près d'une cinquantaine de chauffeurs de Gbakas (mini-cars) et de Wôrô-Wôrô et mis leurs véhicules à la fourrière à Abidjan. Quelques-uns ont été ensuite relâchés mais une trentaine seraient toujours portés disparus. On apprend aussi que dans les villes de l'intérieur comme Yamoussokro et Daloa, il y a aussi

une dizaine de chauffeurs qui ont été arrêtés. Ils seraient coupables d'avoir collé la photo de Che Guevara sur leurs véhicules. Depuis quelques temps d'ailleurs, arborer le portrait de Guevara est un phénomène de mode. Mais voilà que les autorités disent que cette photo est un signe de ralliement à Soro Guillaume. Décidément tous les prétextes sont bons pour racketter!

SENEGAL

UN NOUVEAU NAVIRE POUR REMPLACER LE "Joola" UNE SOLUTION NON VIABLE

D'après les dernières nouvelles le gouvernement sénégalais a prévu la location d'un navire indonésien, le "Willis", pour le remplacement du "Joola" afin d'assurer le transport maritime entre Dakar et Ziguinchor. Et ce navire est, d'après les autorités, une solution en attendant la construction d'un autre, tout neuf, normalement adapté aux besoins urgents en transport pour cette région du Sénégal.

Le président Wade et son équipe se moquent vraiment des préoccupations de la population de la Casamance. Par contre ils sont très forts en promesses. En effet, au lendemain du naufrage du "Joola", en septembre 2002, Wade avait promis "deux bateaux dans les prochains mois". Il faut croire que devant l'émotion générale qu'ont suscitée les plus de 1800 victimes, il s'est senti obligé de dire des choses qu'il savait ne pas pouvoir réaliser.

L'ex-Premier ministre d'alors, Idrissa Seck, s'était aussi engagé en déclarant : " j'ai donné des instructions au ministre de l'Équipement et des Transports pour affréter deux bateaux au lieu d'un ... mon espoir est de pouvoir vous annoncer la date précise de mise en service des deux bateaux le 26 septembre, date anniversaire du terrible drame".

Aujourd'hui, en juillet 2005, la montagne a accouché d'une souris. En plus ce navire, d'après les médias, n'est pas adapté aux besoins de la région. Les commerçants se plaignent que le "Willis" n'est pas

de tout convenable pour leurs besoins. C'est un navire de tourisme d'une faible capacité de transport de marchandises. Les touristes et hommes d'affaires utilisent d'autres moyens plus rapides comme la voie aérienne. Mais le gouvernement n'a rien d'autre à proposer que l'hypothétique prochain bateau dont la construction n'a même pas commencé. La livraison est prévue dans deux ans. Le gouvernement vient juste de signer un prêt avec des banques européennes.

Cela veut dire que la population de la Casamance sera obligée de se contenter de ce navire de tourisme pendant deux ans. En plus si on considère que depuis trois ans aucune des promesses tenues sur ce sujet n'a été respectée, la population a tout intérêt à s'en méfier.

A l'heure actuelle pour aller de Ziguinchor à Dakar il faut 14 heures de route à condition que la traversée du fleuve Gambie se fasse sans problème. Et ce transport par route est néfaste pour les denrées agricoles périssables. Autrement par avion cela coûte l'équivalent de 120 euros, bien sûr très cher pour la population locale.

Autant dire que cette situation est invivable pour la population de la Casamance. Cette région est considérée depuis le naufrage du "Joola" comme zone sinistrée. Il faut espérer que la population de cette région fasse entendre ses revendications d'une manière plus virulente pour que des solutions meilleures soient mises en place.

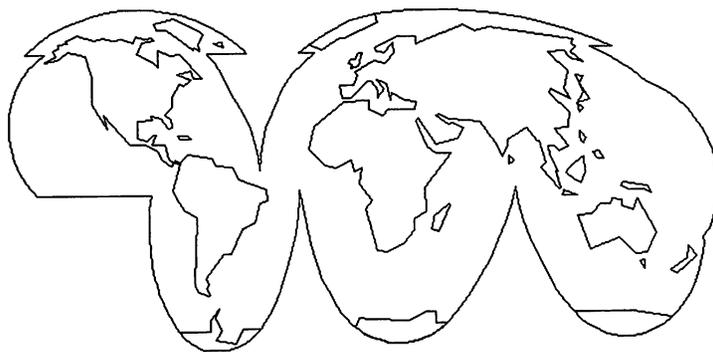
M A L I**L'ART ET LA MANIÈRE
DE CASER SES AMIS**

Une nième structure sensée lutter contre la corruption voit le jour au Mali. Il s'agit du VEGAL (Vérification Générale). Officiellement, c'est une autorité "totalement indépendante" néanmoins nommée par le chef de l'Etat pour une durée de 7 ans non renouvelable. Son but serait de traquer la corruption au sein de l'administration publique comme des établissements privés. En fait ce serait une équipe de super gendarmes placés au-dessus de ceux qui sont déjà sensés lutter contre la corruption... Tout un programme! Cette structure existe depuis deux mois paraît-il mais elle n'a encore rien à son actif dans un pays où pourtant la corruption se voit à tous les niveaux et partout. C'est dire combien elle est efficace!

En réalité, le président malien a trouvé là un prétexte pour "caser" ses amis en créant des postes où ils

pourront se remplir les poches sans être inquiétés tout en se donnant le bon rôle du justicier qui lutte contre la corruption. Cette trouvaille lui a déjà valu le qualificatif élogieux de "bonne gouvernance" de la part de ses amis de la presse bamakoise. A quand une nouvelle structure pour chapeauter cette dernière, et ainsi de suite?

Mais la VEGAL n'est pas suffisante pour caser d'autres amis du président qui frappent à la porte. Il vient de mettre sur pied un nouveau service: l'Office de la Protection de Végétaux dans le cadre de la lutte contre la prolifération de criquets pèlerins. C'est sûr que ces bêtes sont nuisibles aux cultures lors qu'elles sont en très grande quantité. Mais la prolifération des amis du président dans les administrations risque aussi de causer de gros dégâts dans les caisses de l'Etat.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.